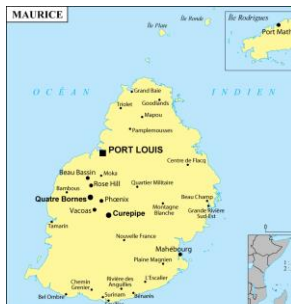


MAURICE : FICHE PAYS – NOVEMBRE 2025



Catégorie OCDE (2025) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB-/ Baa3/ -

Change : roupie – Système de change flottant

Horizon de l'objectif de réduction d'émission : -40% à l'horizon 2030

FORCES

- Economie diversifiée
- Système financier développé, centre off-shore
- Positionnement stratégique dans les relations de l'Afrique avec la Chine, l'Inde, l'Europe
- Niveau de vie et indice de développement humain parmi les plus élevés de la zone.

FAIBLESSES

- Dépendance à l'UE (tourisme, exportations...)
- Niveau élevé de dette publique
- Forte dépendance aux importations (énergie, biens alimentaires et d'équipement)
- Vulnérabilité aux changements climatiques

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : après une forte croissance en 2024 (+4,9%), l'économie mauricienne devrait ralentir en 2025 (+3,2%), avec la reprise de l'inflation au premier semestre, les mesures de consolidation budgétaire et le maintien de taux d'intérêt élevés. Les investissements publics et le tourisme, puis un ralentissement des prix, pourraient soutenir la croissance en 2026 (autour de +3,4%). À plus long terme, la situation démographique (vieillesse et baisse de la population) freinerait les perspectives de croissance.
- Vulnérabilité des comptes publics : le nouveau gouvernement a annoncé des mesures pour réduire le déficit public qui s'est nettement creusé en 2024-25 (-7,2%). La hausse des recettes, liée notamment à des mesures fiscales, et la réduction de certaines prestations sociales, pourraient permettre de ramener le déficit sous les -3% du PIB dès 2025 selon le FMI. L'amélioration des finances publiques pourrait cependant être contrainte, notamment par les besoins d'investissements. La dette publique, proche de 90 % du PIB, est essentiellement locale, l'Etat bénéficiant d'un marché financier profond et développé pour se financer. Le ratio devrait s'améliorer, sous réserve de la baisse effective du déficit public.
- Vulnérabilité extérieure : le pays reste très dépendant des importations pour ses approvisionnements en pétrole, biens alimentaires et d'équipement. Ses exportations en biens, centrées sur le textile et l'agroalimentaire sont destinées à des marchés diversifiés. L'exposition aux États-Unis est modérée. Les exportations de biens devraient être contraintes par une demande internationale peu dynamique et celles de services, dominées par les flux relatifs au tourisme devraient peu progresser. Avec la hausse attendue des importations, le déficit pourrait se creuser jusqu'à -5,7 % en 2026 selon le FMI.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur bancaire est développé et solide, avec un bon niveau de capitalisation (ratio pondéré de 22,3%) et des créances douteuses en baisse (3,8% du total des créances). Les banques mauriciennes sont toutefois exposées aux sociétés commerciales internationales qui réalisent des opérations offshores.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Maurice est une démocratie installée avec un système parlementaire multipartite. Les élections générales de novembre 2024 ont été largement remportées par la coalition de l'Alliance du changement (ADC), dirigée par N. Ramgoolam qui a été nommé Premier ministre, un poste qu'il avait déjà occupé. Une politique sociale qui devrait rester généreuse et le niveau de développement de l'île Maurice limitent les revendications dans un pays reconnu pour sa stabilité.
- Climat des affaires : Maurice est le pays d'Afrique sub-saharienne qui enregistre les meilleures performances selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale. Le pays, qui reste bien classé selon l'indice Transparency International, est cependant touché par diverses affaires de corruption qui risquent de ternir son image.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Maurice est très vulnérable aux changements climatiques en raison du poids dans son économie du tourisme, directement menacé par l'érosion côtière et la montée des eaux. Le pays a un niveau d'émissions de CO2/hab. moyen (74^{ème} sur 160 pays), l'essentiel provenant de la production d'énergie (centrales au fioul ou charbon). Les autorités visent une part de sources renouvelables de 60% d'ici à 2030.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2020 - 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Textile, vêtements	25,5%	Pétrole, combustible	19,6%
Pds de la mer, conserves poisson	19,3%	Voitures, véhicules terrestre	7,6%
Sucres et sucreries	11,6%	Engins mécaniques	7,0%
Pierres précieuses	5,8%	Machines, appa. Electr.	6,3%
		Produits de la mer	4,1%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2020 - 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
France	13,2%	Chine	16,7%
Afrique du Sud	12,3%	Inde	11,2%
Royaume-Uni	9,2%	Emirats Arabes Unis	10,7%
Etats-Unis	9,1%	Afrique du Sud	7,9%
Madagascar	8,2%	France (5 ^{ème})	6,3%

Source: International Trade Center, CNUCED



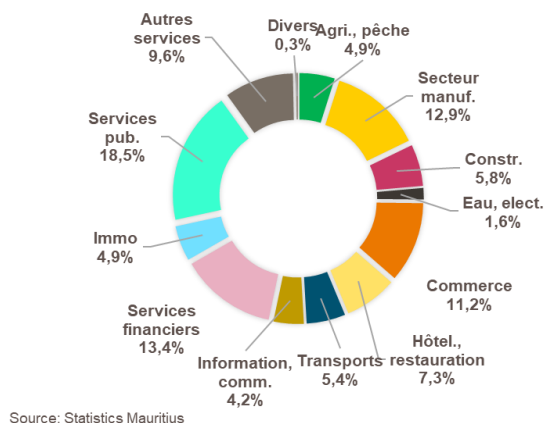
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MAURICE	2021	2022	2023	2024(e)	2025(p)	2026(p)	2027(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	11,5	12,9	14,1	15,0	15,7	16,8	17,8
Rang PIB mondial	142	140	135	134	133	133	133
Population (Mns)	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Rang Population mondiale	145	145	143	142	141	141	141
PIB / habitant (USD)	9 085	10 236	11 191	11 913	12 524	13 362	14 267
Croissance PIB (%)	3,4	8,7	5,0	4,9	3,2	3,4	3,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,0	10,8	7,0	3,6	3,9	3,6	3,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)	55,4	54,4	47,1	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB) ⁽¹⁾	86,1	81,8	81,5	87,9	88,1	87,4	84,2
Solde public (% PIB) ⁽¹⁾	-4,1	-3,1	-4,5	-7,2	-2,6	-1,3	0,6
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	9,5	8,0	9,8	12,1	11,6	10,4	10,0
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-13,1%	-11,1%	-5,1%	-6,5%	-4,8%	-5,7%	-4,2%
IDE (% du PIB)	-21,1%	-72,4%	12,6%	-6,4%	-4,9%	-5,8%	-4,8%
Réserves (en mois d'importation B&S)	18,2	14,0	12,2	13,4	15,5	15,2	14,9
Dette extérieure totale (% PIB)	134%	132%	132%	139%	129%	119%	119%
Dette extérieure CT (% PIB) ***	5,8%	5,9%	6,4%	8,7%	NA	NA	NA
Taux de change	42,0	44,5	45,5	46,6	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	20,7	20,6	22,1	22,3	NA	NA	NA
Taux de NPL	5,8	4,9	5,3	3,8	NA	NA	NA
ROA	1,3	1,6	2,5	2,6	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	48	47	44	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	75	73	74	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	97	86	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources : FMI (WEO 10/2025, rapport pays juin 2025);*Banque Mondiale;**Oxford Economics; *** Min Finance
a : Eurostat; b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité); c : Germanwatch

(1) Donnée en année fiscale (ex 2025= 2025/26)

Maurice : part des secteurs dans l'activité (% valeur ajoutée, 2024)



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie orientée vers le tourisme et les services financiers**

Alors que l'économie est longtemps restée basée sur la monoculture de la canne à sucre, l'activité de l'île Maurice repose désormais en grande partie sur le tourisme, qui stimule par ailleurs la construction.

Le gouvernement élu fin 2024 a lancé un nouveau **plan de développement quinquennal (2025-2029)** axé sur la transformation agro-alimentaire, le textile, les Technologies de l'Information et des communications (TIC) et les investissements en lien avec la transition écologique et le développement durable. D'importants efforts sont aussi déployés dans le domaine de la digitalisation dans le cadre du plan de transformation numérique « *Digital Transformation Blueprint 2025-2029* ».

Maurice a également l'**ambition de devenir un hub, financier et commercial** pour les échanges entre l'Afrique et la Chine. En 2025, son centre financier (Mauritius International Financial Centre-MIFC), est devenu la première place financière du continent, selon le Global Financial Centres Index¹, détrônant le Casablanca Finance City (CFC) marocain.

Le pays est classé au sein de la catégorie de revenu moyen supérieur avec un taux de pauvreté relativement faible (de l'ordre de 8% en 2025 selon les prévisions de la Banque Mondiale)², **Maurice cherche à atteindre le statut de pays à haut revenu** dans les dix prochaines années. Selon le Rapport sur le développement humain 2025, Maurice affiche un IDH³ lui permettant de se classer parmi les pays à « très haut développement humain », grâce en particulier à ses performances en matière d'espérance de vie, de revenu/ habitant et d'éducation. Il s'agit du seul pays d'Afrique, avec les Seychelles, à figurer dans cette catégorie.

- **Une croissance dépendante du tourisme**

Après une croissance dynamique en 2024 (+4,9%), tirée par la consommation privée, l'activité devrait ralentir en 2025. La reprise de l'inflation au 1^{er} semestre, en lien notamment avec les conséquences de la sécheresse qui a sévi en début d'année et les annonces de mesures fiscales visant à réduire le déficit public, a conduit au ralentissement de la croissance au T2, à +3,6% en g.a. après +4,1% au T1. La modération des coûts de l'énergie et des biens alimentaires a permis d'atténuer la hausse des prix par la suite (4,4% en septembre après 5,5% en juin). Cette tendance devrait se poursuivre en 2026.

La Banque centrale (BOM) devrait cependant rester prudente et maintenir son taux de référence à 4,5% en 2025. Une hausse du taux n'est pas exclue en 2026 afin de renforcer l'attractivité du pays pour éviter

les sorties de capitaux. Son ampleur dépendra toutefois de l'évolution du taux de la FED américaine, avec lequel la BOM veut maintenir un écart positif. L'investissement privé pourrait ainsi être contraint par le niveau élevé des taux.

Les dépenses d'investissement de l'Etat (projets dans le domaine des transports, de l'eau et d'extension portuaire) devraient cependant soutenir l'activité. Par ailleurs, les flux de touristes, qui ont dépassé au T2 2025 leur niveau d'avant Covid, devraient rester soutenus.

Nombre d'entrées mensuelles de touristes



Le FMI prévoit une croissance de **+3,2% en 2025 qui se stabiliserait par la suite (2026-27) autour de +3,4%**. Ces prévisions restent cependant soumises à l'évolution de la croissance mondiale, notamment européenne, déterminante pour l'activité touristique (environ 2/3 des touristes sont originaires d'un pays européen).

A plus long terme, les perspectives risquent d'être entravées par la situation démographique du pays, marquée par le vieillissement et la baisse de la population. Contrairement aux autres pays d'Afrique, Maurice devrait voir sa population baisser d'ici 2050, de -13% selon les Nations Unies⁴ en raison de l'effet conjugué de la baisse de la natalité et de l'émigration.

- **Secteur bancaire développé et solide**

Le système bancaire est composé d'une vingtaine d'établissements dont quatre de taille systémique⁵.

Le secteur bancaire mauricien est bien capitalisé (ratio stable autour de 22%). **Le taux de prêts non performants est en baisse constante** depuis la crise COVID (3,8% en 2024 contre 6,2% en 2020).

Les banques sont exposées à l'Etat. Les investissements dans les titres de dette du gouvernement et de la BOM représentent environ un quart des actifs du secteur⁶.

Par ailleurs, Maurice abrite une **activité off-shore très importante**, via de nombreuses sociétés commerciales internationales (Global Business Companies, GBC). Il s'agit d'entités (plus de 13 000 selon le FMI) fiscalement résidentes à Maurice, exerçant des activités commerciales (investissements, gestion d'actifs, négoce ou services financiers) à l'étranger. Les banques commerciales y sont exposées, via les dépôts des GBC, généralement à court terme (28,6% du passif du secteur

¹Indicateur Z/Yen et du China Development Institute.

²World Bank Document

³Indice de Développement Humain

⁴Stat démographiques Nations Unies -

⁵ The Mauritius Commercial Bank Limited, SBM Bank (Mauritius) Ltd, Absa Bank (Mauritius) Limited, and AfrAsia Bank Limited.

⁶BOM Depository Corporation Survey sept 2025



bancaire fin 2024 selon le FMI) et les prêts aux GBC (13,7 % du total des actifs). Ces entités détiennent également des participations dans des banques mauriciennes. Cette exposition fait l'objet d'une surveillance de la part des Autorités.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit public devrait se résorber**

Les finances publiques se sont nettement dégradées pendant l'exercice fiscal 2024/25⁷ en raison de l'augmentation des dépenses sociales et de la revalorisation des salaires de la fonction publique avant les élections (novembre 2024).

Les recettes devraient rebondir à partir de 2025-26.

En mai 2025, l'Etat mauricien a conclu un accord avec le Royaume-Uni, lui transférant la souveraineté sur les îles Chagos. Les gouvernements britanniques et américains sont autorisés à maintenir une base militaire (Diego Garcia) dans l'archipel, contre paiement d'une redevance (223 M\$/an), représentant de l'ordre de 5,5% des recettes publiques et 1,4% du PIB mauricien. La hausse des recettes provenant de cette nouvelle source, conjugué à de nouvelles taxes (Climate Responsibility Levy) et à l'élargissement de l'assiette de la TVA, pourraient permettre d'améliorer les finances publiques, sous réserve de la maîtrise effective des dépenses.

A ce titre, le nouveau gouvernement a annoncé une réforme du système des retraites (report progressif de l'âge de départ), la réduction de près de 3% des mesures sociales et la suspension du 14^{ème} mois dont avaient bénéficié certains salariés de la fonction publique en 2024-25. L'Etat prévoit en revanche de maintenir ses investissements dans les infrastructures (transport, eau, équipements portuaires) et certaines subventions (biens de consommation courantes et entrants agricoles). Par ailleurs, la charge d'intérêt de la dette devrait progresser de près de 20% selon les estimations du gouvernement, et représenterait 10% des dépenses (plus de 11,5% des recettes)⁸ en 2025/26.

Le FMI prévoit une nette réduction du déficit à -2,6% en 2025/26 et -1,3% en 2026/27 (après -7,2 % estimé en 2024-25). Cette prévision est toutefois plus optimiste que le projet de budget du Ministère des Finances qui table sur -4,9% en 2025-26 et -3,2% en 2026/27⁹.

A plus long terme, la situation démographique (baisse et vieillissement de la population) et les défis liés au changement climatique devraient continuer à peser sur les finances publiques.

- **La dette publique reste élevée**

La dégradation des finances publiques s'est traduite par une **progression du ratio de la dette publique qui atteindrait 88% du PIB en 2025/26.**

En juin 2025, la dette publique était à **70% locale**¹⁰. L'Etat peut en effet se financer sur un marché domestique développé et auprès des banques qui

détiennent 57% des titres de dette de l'Etat à mi-2025. Hors secteur bancaire, la dette publique locale est majoritairement détenue par des entités du secteur public. La part de dette domestique détenue par les non-résidents est négligeable.

Le nouveau gouvernement prévoit de ramener le ratio d'endettement à 75 % du PIB à fin juin 2031.

La charge d'intérêt de la dette publique, estimée à 12% des recettes budgétaires en 2024 (correspondant au ratio médian en Afrique sub-saharienne)¹¹ **est orientée à la baisse (10,4% prévus en 2026)** mais son évolution, ainsi que celle du niveau de la dette publique doivent être surveillées.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Dégradation probable du déficit courant**

Du côté de ses importations en biens, Maurice est très exposé à l'évolution des prix des matières premières (pétrole). Le pays exporte surtout des produits textile, du sucre et des produits de la mer. Ses marchés d'exportation en biens sont relativement diversifiés. La France, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni figurent parmi les principales destinations de ses ventes à l'étranger en biens. Le poids des Etats-Unis est modéré (9% du total en moyenne sur la période 2020-24) et Maurice a obtenu une révision à la baisse des droits de douane « réciproques » imposés par l'administration américaine, ramenés à 15% en août 2025 (40% annoncés en avril 2025). Le pays bénéficierait en outre de l'AGOA¹², essentiellement pour ses produits textiles, dont la valeur d'exportations vers les Etats-Unis a toutefois fortement baissé au cours des dernières années (de l'ordre de 60 M\$ en 2024 contre plus de 140 M\$ en 2019). Les conséquences de l'expiration de la validité de cet accord en septembre 2025 devraient donc être limitées.

La Chine et l'Inde, avec lesquels Maurice a conclu des accords de libre-échange, sont ses principaux fournisseurs. Le pays a bénéficié en 2025 de la baisse des cours du pétrole. Mais ses importations pourraient à nouveau être orientées à la hausse en 2026 (biens d'équipement notamment) alors que les volumes d'exportations de biens (textiles, produits de la mer) devraient être contraints par le tassement de la demande dans ses principaux marchés.

Du côté des échanges de services, les flux de touristes devraient rester soutenus mais sans nette accélération. Malgré les efforts pour diversifier les pays d'origine des touristes, la majorité (2/3 environ) viennent d'Europe (France, Royaume-Uni, Allemagne essentiellement) avec une clientèle plutôt à hauts revenus.

Le déficit pourrait atteindre -5,7% en 2026 selon le FMI contre -4,8% en 2025.

Le pays réalise d'importants investissements à l'étranger (IDE), notamment via les sociétés commerciales internationales, mais est également attractif pour les

⁷ Année fiscale de juillet à juin.

⁸ Mauritius CCI

⁹ 2025_26_macroEconomics.pdf

¹⁰ Source [Min des finances](#)

¹¹ [Implication of imf ssa outlook april 2025 insights 2-1.pdf](#)

¹² African Growth and Opportunity Act, conférant un accès privilégié à certains produits sur le marché américain.



investisseurs étrangers. **Les flux entrant d'IDE proviennent majoritairement d'Europe et spécifiquement de France** (28% du total des flux en 2024) mais aussi d'Afrique du Sud. Ils sont concentrés dans le secteur immobilier (72% des flux en 2024)¹³.

- **Une dette extérieure très élevée, majoritairement privée**

Le ratio de dette extérieure avoisine **130% du PIB en 2025** selon le FMI. Cette dette extérieure est cependant **essentiellement (90%) privée**, correspondant à des créances des GBC exerçant des activités commerciales¹⁴ offshores (cf. partie 1). En excluant cette portion de dette, le ratio est ramené à 32% du PIB¹⁵.

La dette publique extérieure est peu élevée (17,3% du PIB en juin 2025). **Le ratio d'endettement extérieur est orienté à la baisse** depuis le pic atteint en 2024 (139%) et devrait s'établir autour de 120% en 2026 selon le FMI.

- **Perspectives d'atténuation des pressions à la baisse sur le cours de la roupie**

Le déficit courant structurel du pays exerce une pression à la baisse sur le cours de la roupie. La monnaie a perdu de l'ordre de -6% face au dollar en 2024. Le cours s'est raffermi en 2025 (+3% entre janvier et fin septembre), grâce surtout à la faiblesse du dollar.

Compte tenu du statut de place financière offshore de l'île, **l'évolution du cours de la roupie est en partie déterminée par le différentiel de taux** avec d'autres destinations d'investissements de portefeuille. La devise mauricienne est ainsi sensible aux différentiels de taux d'intérêt avec ceux, notamment, de la FED et de la BCE. Dans un contexte d'incertitudes et de baisse des taux dans les pays développés, les investisseurs sont attirés par des rendements plus élevés tout en privilégiant des marchés disposant d'un système financier ouvert et relativement développé, comme celui de Maurice. La politique de la BOM de maintien d'un différentiel de taux positif avec la FED devrait favoriser les entrées de capitaux et soutenir le cours de la monnaie en 2026. L'évolution du cours dépendra également de celle du solde courant, lié en particulier aux flux de touristes.

Si les pressions à la baisse s'intensifiaient, la BOM dispose des moyens d'intervenir sur les marchés pour défendre sa monnaie. Ses réserves ont atteint 9,3 Md \$ en août 2025, couvrant de l'ordre de 14 mois d'importation et représentant 60% du PIB.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Démocratie stable**

Maurice est une démocratie installée avec un système parlementaire multipartis mis en place dès son indépendance en 1968. La multitude de partis rend toutefois nécessaire des coalitions.

En novembre 2024, la coalition l'Alliance du changement (ADC)¹⁶ a largement remporté les élections législatives (60 des 62 sièges) face à celle du Premier ministre

Pravind Jugnauth (Alliance Lepep), à la tête du pays depuis 2017. Navin Ramgoolam, dirigeant de l'ADC, a été nommé Premier ministre, un poste qu'il avait déjà occupé entre 1995 et 2000, puis entre 2005 et 2014.

L'ampleur de sa majorité confère au nouveau gouvernement une stabilité qui doit lui permettre de mener à bien ses réformes, avec des priorités économiques proches de celles du précédent. Toutefois, les contraintes budgétaires devraient limiter ses capacités à maintenir une politique sociale très généreuse. Le mécontentement d'une partie de la population pourrait ainsi s'accroître, malgré une nette amélioration du taux de chômage (5,9% au T2 2025 contre 7,5% au T3 2022). La stabilité du pays ne serait néanmoins pas menacée.

- **Niveau de gouvernance satisfaisant mais des affaires de corruption**

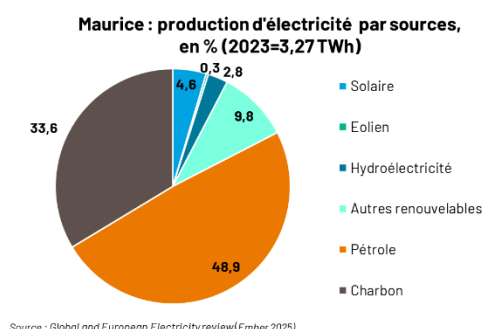
Maurice est le **pays d'Afrique sub-saharienne le mieux classé selon les indicateurs de gouvernance** Banque Mondiale, grâce notamment à de bonnes performances en matière de qualité de réglementation, d'efficacité du gouvernement ou de stabilité politique.

Toutefois, plusieurs enquêtes pour malversations ont été lancées depuis fin 2024 contre des personnalités politiques, parmi lesquelles l'ex-Premier ministre M. Jugnauth, visé par une enquête pour blanchiment d'argent et l'ex-ministre des finances. Le pays avait déjà reculé depuis quelques années dans le classement de l'indice de corruption de Transparency International se plaçant au 56^{ème} rang en 2024 (49^{ème} en 2021). Maurice se situe derrière les Seychelles, le Botswana, Cabo Verde et le Rwanda, mais reste mieux classé que la majorité des pays de la zone.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Maurice est très vulnérable aux changements climatiques en raison du poids dans son économie de l'industrie touristique, directement menacée par l'érosion côtière et la montée des eaux. Le pays est au 86^{ème} rang sur 181 pays selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain.

Le pays a un niveau d'émissions de CO2/hab dans la moyenne. (74^{ème} sur 160 pays). L'essentiel provient de la production d'énergie, de centrales électriques fonctionnant au fioul et au charbon.



¹³ Source [Banque centrale](#)

¹⁴ investissements, gestion d'actifs, négoce, services financiers

¹⁵ <https://mof.govmu.org/Pages/Debt-Data.aspx>

¹⁶ Coalition formée par le Parti travailliste (35 sièges), le Mouvement militant mauricien (19), les Nouveaux démocrates (3) et Rezistans ek Alternativ (3).



Maurice ambitionne de **réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030**, notamment en portant la **part des énergies renouvelables dans le mix électrique à 60 % sur le même horizon**. Plusieurs projets ont été lancés dans le secteur des énergies solaire, éolienne et de la production d'électricité à partir de biomasse (bois et sous-produits de l'industrie sucrière). Le pays dispose également

d'installations hydroélectriques. La société française Qair réalise notamment un projet (Stor'Sun) combinant système photovoltaïque solaire et stockage d'énergie par batterie (BESS).

Au-delà des aspects climatiques, le gouvernement a lancé un plan de préservation des océans (réhabilitation de la barrière de corail).

DIRECTION DES ETUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.